

Le Monde

MUTATIONS A L'EST

**Pologne
Hongrie
R.D.A.
Tchécoslovaquie
Bulgarie
Roumanie
Albanie**



30F

**numéro spécial
novembre 1990**

- BELGIQUE : 220 FB
- LUXEMBOURG : 220 FL
- SUISSE : 9,50 FS
- R.F.A. : 13 DM
- ESPAGNE : 800 Ptas
- GRANDE-BRETAGNE : 4 £
- ITALIE : 8500 Lires
- MAROC : 40 DH
- ANTILLES/REUNION : 33 F
- CANADA : 8 \$Can
- USA : 7 \$US
- TUNISIE : 5000 m

M 1334 - 9010 H - 30,00 F-RD



Une Hongrie neutre ?

Le grand quotidien hongrois *Magyar Nemzet* a publié, jeudi 9 février, le compte rendu de l'agence officielle MTI des déclarations faites à Moscou par l'académicien Oleg Bogomolov, directeur de l'Institut de recherche sur le monde socialiste, lors d'une conférence de presse. L'académicien soviétique était interrogé sur la possibilité pour la Hongrie de choisir un régime démocratique de type occidental. Voici sa réponse :

« Si l'on prend l'hypothèse que, en Hongrie, des changements politiques et économiques fondamentaux aboutissent à un système proche de celui des Autrichiens ou des Suédois, à mon avis cela n'exclurait pas le maintien de la Hongrie au sein du pacte

de Varsovie, et donc cela ne constituerait pas un danger pour l'URSS. Dans l'éventualité où la Hongrie choisirait la neutralité, cela ne présenterait pas de danger non plus, précisément en raison de sa neutralité. Bien entendu, ce ne sont strictement que des hypothèses. »

A propos du multipartisme, M. Bogomolov a observé que la forme de multipartisme existant actuellement dans certains pays socialistes ne peut pas être considérée comme un pas en avant puisque ces partis fonctionnent dans l'ombre du PC et sont donc cantonnés à un rôle secondaire : « La compétition entre les partis peut constituer un pas en avant. Mais la question importante, c'est de savoir si c'est cela la véritable solution ou bien si elle n'est qu'un moyen de progression. »

S. K.
(12-13 février.)

La mort d'un « parti frère »

On sait désormais en URSS, et par la presse officielle, que plusieurs tendances peuvent s'opposer au congrès du Parti communiste d'un pays membre du pacte de Varsovie, que ces tendances peuvent s'allier contre d'autres, et que le résultat de cette alliance peut être l'abandon du léninisme.

Le modeste article que la *Pravda* a consacré lundi à l'événement ne laisse guère de doutes sur la réalité des choses. « Le nouveau parti, lit-on en effet, se considère comme l'héritier des aspirations réformistes au sein du PSOH [l'ancien parti]. Il est le continuateur des traditions du mouvement socialiste et communiste éprouvées par le temps et fait bien siens les principes de solidarité et de justice sociale. »

Le parti, poursuit la *Pravda* en paraphrasant les résolutions du congrès, « considère dans le même temps que les idées de justice sociale ne peuvent pas entrer en contradiction avec les droits de l'homme ». Lénine ? La révolution d'Octobre ? Le centralisme démocratique ? La démocratie socialiste ? L'alliance indéfectible avec la glorieuse Union soviétique ? Pas un mot de ces vieilleries, peut constater le lecteur de la *Pravda*, qui apprend en revanche qu'il ne s'est trouvé que 158 délégués sur 1 200 pour voter contre cette métamorphose d'un ex-« parti frère », qu'on n'a pas relevé plus de trente-huit abstentions, que ce nouveau parti se définit comme appartenant à la « gauche socialiste » et que « les bases de la démocratie hongroise ne sont pas encore jetées ».

B. G.
(10 octobre 1989.)

CHRONOLOGIE

1988

MARS

6 Concertation à Budapest de l'opposition, réunie au sein du Forum démocratique.

MAI

20-22 Conférence nationale du PSHO. Janos Kadar est évincé de la tête du parti au profit de Karoly Grosz ; il est élu au poste honorifique de président du parti mais perd sa place au bureau politique.

JUIN

16 30^e anniversaire de l'exécution d'Imre Nagy. Manifestations et arrestations à Budapest.
29 Le chef des réformateurs, Imre Pozsgay, entre au gouvernement.

JUILLET

26 Karoly Grosz à Washington exclut un retrait unilatéral des troupes soviétiques en Hongrie.

AOUT

28 Après une interruption de onze ans, reprise des contacts entre les chefs des partis communistes hongrois et roumain, Karoly Grosz et Nicolae Ceausescu. Ils ne peuvent que constater leurs « divergences de vues ».

OCTOBRE

23 Pour la première fois, le pouvoir et l'opposition commémorent l'insurrection de 1956.

NOVEMBRE

10 Annonce d'un projet de loi prévoyant la possibilité de créer des partis politiques en Hongrie.
24 Karoly Grosz renonce à son poste de premier ministre. Il est remplacé par Miklos Nedeth.

1989

JANVIER

11 Le Parlement adopte deux lois sur les libertés d'association et de rassemblement.

FÉVRIER

10-13 Réunion du comité central du PSOH sur les événements de 1956. Le 11, le principe d'une transition vers le multipartisme est accepté.

MARS

8-10 Session parlementaire : adoption d'un projet de réforme de la Constitution. Ce dernier prévoit la création d'un poste de président de la République élu au suffrage universel.

AVRIL

12 Remaniement au bureau politique : les réformateurs renforcent leurs positions.

MAI

2 La Hongrie commence à démanteler le « rideau de fer » qui barrait sa frontière avec l'Autriche depuis 1966.
8 Janos Kadar est exclu du comité central du PSOH.

JUIN

16 Obsèques solennelles d'Imre Nagy en présence d'une foule considérable : tout un peuple commémore la « révolution » de 1956.

23-24 Réunion du comité central du PSOH, qui se donne un président, Reszo Nyers, et une direction collégiale. Karoly Grosz conserve son titre de secrétaire général du PC mais perd le premier rôle.

JUILLET

6 Décès de Janos Kadar, hospitalisé depuis le 3. Ses obsèques ont lieu le 14 juillet.

AOUT

20 Pour la première fois depuis quarante ans, l'anniversaire de la mort de saint Etienne est célébrée à Budapest.

OCTOBRE

6/9 Congrès extraordinaire du Parti communiste. Aprebataille entre les réformateurs et les conservateurs. Le 7, le Parti prend le nom de Parti socialiste hongrois (80 % des voix). Le 9, élection de Reszo Nyers au poste de président du nouveau parti.

NOVEMBRE

15 La Hongrie demande à adhérer au Conseil de l'Europe.
22 Le Parlement rejette le programme économique du gouvernement.
26 Référendum sur le mode d'élection présidentielle (suffrage universel). Faible majorité en faveur du report du scrutin au printemps.

DÉCEMBRE

19 Démission du premier ministre, Niklos Nemeth.

1990

JANVIER

18 La Hongrie demande le retrait des troupes soviétiques.
23 Accord entre la Hongrie et l'URSS sur le retrait de toutes les troupes soviétiques stationnées en Hongrie.

FÉVRIER

9 Rétablissement des relations diplomatiques, rompues en 1945, entre la Hongrie et le Vatican.

MARS

25 Premier tour des premières élections libres depuis la fin de la guerre. La droite arrive en tête.

AVRIL

2 Second tour des élections législatives. Le Forum démocratique (opposition) est en mesure de gouverner en s'alliant à de petits partis de droite.

MAI

16 Election à la présidence de la République Arpad Göncz, de l'Alliance des jeunes démocrates libres (SZDSZ) qui charge Jozsef Antall du Front démocratique (MDF), de former le gouvernement.

27 Election de Gyula Horn, ancien ministre des affaires étrangères, au poste de président du Parti socialiste hongrois (PSH), en remplacement de Reszo Nyers.

JUIN

26 Le Parlement hongrois se prononce pour le retrait du pacte de Varsovie du territoire national.
27 Annonce d'un référendum, le 29 juillet, sur le mode d'élection du président de la République, et, le 30 septembre, d'élections locales.

JUILLET

23 Budapest demande des excuses officielles pour l'intervention militaire soviétique de 1956.
29 Avec 80 % d'abstentions, le référendum sur le mode d'élection du chef de l'Etat est invalidé. C'est au Parlement revient d'élire le président.

AOUT

2 Election d'Arpad Göncz à la présidence de la République par le Parlement.